

Mardi 22 octobre 2013

Communiqué de presse

**David Assouline, porte-parole du Parti socialiste
Sandrine Mazetier, secrétaire nationale à l'Immigration**

Droit du sol : des propos indignes et démagogiques

Avec la présentation d'un « plan pour l'immigration », Jean-François Copé a annoncé aujourd'hui le dépôt d'une proposition de loi remettant en cause le droit du sol, principe fondamental de notre pacte républicain depuis près de 220 ans, alors que même Nicolas Sarkozy disait que « le droit du sol, c'est la France ».

Après les déclarations de François Fillon théorisant le principe d'alliances entre son camp et le Front national, le président de l'UMP reprend une proposition que seul le FN défend dans son programme depuis 25 ans. Il joue la surenchère dans le rapprochement avec le parti de Marine Le Pen. Ces propos indignes font le jeu de l'extrême droite.

Le Parti socialiste rappelle que l'accès à la nationalité française n'est pas automatique aujourd'hui, que des conditions de résidence en France existent pour que ces jeunes qui sont nés en France puissent à leur majorité devenir français.

Que souhaite Monsieur Copé ? Que des enfants qui naissent en France, qui y font leur scolarité et qui, lorsqu'ils atteignent leurs 18 ans y ont passé l'essentiel de leur vie, restent étrangers à ce pays qui les a vu grandir ?

Les principes d'accès à la nationalité française méritent mieux que d'être pris en otage pour des calculs politiques. Ce sont ces principes qui fondent notre République.

Aujourd'hui, un Français sur quatre a un grand-parent étranger : si l'UMP regrette la France telle qu'elle est, les socialistes considèrent, eux, que le premier atout de la France, c'est son peuple.

La France est riche de sa diversité. Combien de ceux qui ont fait la France n'auraient pas pu acquérir la nationalité si les propositions de Monsieur Copé étaient adoptées ?

Mais au fond, Monsieur Copé n'a qu'un objectif, c'est d'essayer encore de faire une campagne électorale autour de thèmes démagogiques très éloignés de l'enjeu municipal et des préoccupations quotidiennes des Français.